

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Méditerranée  
occidentale/Dialogue 5 + 5/Réunion  
des ministres des affaires étrangères  
- Union européenne/Participation de  
M. Jean-Yves Le Drian au conseil  
affaires étrangères -  
Japon/Déplacement de M.  
Jean-Yves Le Drian - Lutte contre  
la prolifération/Lancement d'un  
partenariat international contre  
l'impunité d'utilisation d'armes  
chimiques - Ukraine - Etats-Unis -  
Agenda du ministre, de la ministre  
chargée des affaires européennes et  
du secrétaire d'Etat du 22 au 28  
janvier 2018  
(Paris, 19 janvier 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Méditerranée occidentale - Dialogue 5 + 5 - Réunion des ministres des affaires étrangères (Alger, 21 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, coprésidera le 21 janvier avec son homologue algérien, M. Abdelkader Messahel, la 14ème réunion des ministres des affaires étrangères du «Dialogue 5+5 sur la Méditerranée occidentale».

À cette occasion, les ministres travailleront sur les réponses concrètes à apporter aux problématiques de développement (économique, social et durable), des migrations et de la jeunesse des pays du «Dialogue 5+5». Les travaux porteront également sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité face aux crises régionales, notamment en Libye et au Sahel.

Le «Dialogue 5+5» regroupe l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, et le Portugal pour la rive nord, ainsi que l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie pour la rive sud. Il s'agit du plus ancien cadre de rencontre entre pays des deux rives du bassin méditerranéen, qui a été instauré avec l'objectif d'engager un processus de coopération régionale en Méditerranée occidentale.

Lors de la conférence pour la «Méditerranée du futur» organisée le 21 novembre à Marseille, M. Jean-Yves Le Drian a insisté sur la nécessité de mieux associer les entrepreneurs, innovateurs et créateurs issus de la société civile à notre effort collectif de construction d'un espace partagé en Méditerranée.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères soutient plus de 300 collectivités françaises engagées dans près de 700 projets de coopération décentralisée avec une dizaine de pays du bassin méditerranéen. Il appuie également les organisations de la société civile et les entreprises engagées dans l'espace méditerranéen, notamment au travers de «réseaux régionaux multi-acteurs» en cours de constitution dans les 13 régions françaises.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au conseil affaires étrangères (Bruxelles, 22 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian participera le 22 janvier à Bruxelles à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne.

Les travaux porteront sur les points suivants :

- pays «Afrique, Caraïbes et Pacifique» (ACP) : à la suite de la présentation par la Commission le 12 décembre de son projet de mandat, les ministres lanceront les travaux préparatoires en vue de la conclusion d'un nouvel accord de l'Union européenne avec les pays «Afrique, Caraïbes et Pacifique» (ACP) après 2020 («post-Cotonou»). M. Jean-Yves Le Drian défendra la perspective d'un partenariat modernisé, ambitieux et exigeant, qui combine des éléments juridiquement contraignants et communs aux trois zones avec la nécessaire adaptation aux spécificités de chacune, à travers des pactes régionaux ;
- Libye : les ministres évoqueront la situation avec M. Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, auquel ils réitéreront leur soutien. Ils examineront les premiers résultats de la task force mise en place entre les Nations unies, l'Union européenne et l'Union africaine pour améliorer la situation des migrants. M. Jean-Yves Le Drian rappellera la détermination de la France à agir en luttant contre les trafics, y compris par le biais de sanctions ciblées contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains, et en favorisant la réinstallation des personnes en besoin de protection ;
- processus de paix au Proche-Orient : les ministres réaffirmeront l'engagement de l'Union européenne en faveur du processus de paix et d'une solution négociée à deux Etats respectant les paramètres établis par la communauté internationale. Un déjeuner autour du président Mahmoud Abbas permettra de réaffirmer le soutien de l'Union européenne à l'Autorité palestinienne.

À cette occasion, les ministres adopteront des conclusions sur les points suivants : relations Union européenne-Irak, situation au Zimbabwe, approche intégrée dans la prévention et la gestion des conflits, priorités de l'Union pour le Conseil de l'Europe en 2018 et 2019, sanctions

à l'encontre du Vénézuéla et du régime nord-coréen.

### 3 - Japon - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (Tokyo, 26-29 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian se rendra au Japon du 26 au 29 janvier.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participera, avec Mme Florence Parly, à la quatrième session du dialogue politico-militaire «2+2» entre ministres des affaires étrangères et de la défense, qui permettra le renforcement de nos relations bilatérales en matière de sécurité et de défense. Il aura également un entretien avec son homologue japonais, M. Tarô Kôno, à l'occasion de la septième session du dialogue stratégique bilatéral le 27 janvier. Il sera enfin reçu, avec la ministre des armées, par le Premier ministre Shinzô Abe.

Cette visite permettra de donner une nouvelle impulsion au partenariat d'exception entre la France et le Japon dans le contexte, en 2018, du 160ème anniversaire de l'établissement de nos relations diplomatiques.

Lors de ses entretiens, M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera le soutien et la solidarité de la France avec le Japon et ses partenaires de la région face au développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen, ainsi que la nécessité de préserver le régime de non-prolifération. Il travaillera avec ses interlocuteurs sur l'ensemble des grands enjeux internationaux : renforcement du multilatéralisme ; lutte contre le terrorisme ; règlement des crises régionales ; protection d'un ordre maritime international fondé sur le droit ; lutte contre le changement climatique ; coopération en matière de développement international ; lutte contre toute forme de protectionnisme.

M. Jean-Yves Le Drian évoquera par ailleurs les relations économiques entre nos deux pays, notamment dans le domaine du nucléaire civil, et l'accord de partenariat économique Union européenne-Japon qui ouvre de nouvelles perspectives d'échanges.

### 4 - Lutte contre la prolifération - Lancement d'un partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques (Paris, 23 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, lancera le 23 janvier un nouveau partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques.

À cette occasion, vingt-neuf États prendront une série d'engagements destinés à renforcer leur coopération dans la lutte contre l'impunité de ceux qui utilisent ou développent des armes chimiques. Ils conviendront notamment de mettre à disposition de la communauté internationale et des organisations internationales chargées des enquêtes (Nations unies, OIAC), comme du public, toutes les informations qu'ils ont pu ou pourront recueillir sur les responsables impliqués dans des attaques chimiques.

Un site internet dédié sera inauguré lors de cette conférence. Les activités du partenariat y seront consultables.

Ce partenariat sera ouvert à tous les Etats qui souhaiteront souscrire à ces objectifs, dans le cadre d'une coopération permanente.

Alors que les armes chimiques avaient disparu depuis près de vingt ans, leur réapparition en Irak, en Syrie ou en Asie entre les mains d'acteurs étatiques et non étatiques exige une mobilisation résolue de la communauté internationale.

## 5 - Ukraine

Q - La loi votée hier en Ukraine qualifiant «d'occupation russe» le conflit armé en cours dans l'Est du pays constitue-t-elle une violation des accords de Minsk ?

R - L'Ukraine a adopté le 6 octobre 2017 une loi permettant de renouveler pour un an le statut spécial dans le Donbass, marquant ainsi son engagement à mettre en oeuvre les accords de Minsk.

L'adoption de la loi «sur la garantie de la souveraineté de l'Ukraine sur les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk», le 18 janvier, concerne l'organisation interne des structures civiles et militaires de l'Ukraine dans le contexte du conflit dans l'Est du pays. Cette loi ne saurait remettre en cause la mise en oeuvre par la Russie et l'Ukraine des accords de Minsk.

Nous sommes attachés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Nous appelons les parties à respecter le cessez-le feu et à s'engager en faveur d'un règlement pacifique du conflit, notamment dans le cadre du «format Normandie».

Q - Selon le président du Kazakhstan, le président américain a proposé de trouver un autre lieu que Minsk pour les négociations sur le conflit de l'est de l'Ukraine. Comment évaluez-vous cette proposition ? Où peut-on transférer ces rencontres ?

R - En 2014, les quatre pays du format de Normandie ont retenu par consensus la proposition biélorusse de se réunir à Minsk.

## 6 - Etats-Unis

Q - Une réunion des pays dits affinitaires aura-t-elle lieu sur la Syrie - certaines sources évoquent mardi à Paris - avant la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU jeudi à

Vienne ?

R - M. Jean-Yves Le Drian recevra le 23 janvier son homologue américain, M. Rex Tillerson, qui participera à la réunion de lancement d'un partenariat international contre l'impunité d'utilisation des armes chimiques.

À l'occasion du déplacement de M. Rex Tillerson à Paris, l'ensemble des sujets de préoccupation communs seront évoqués, y compris la Syrie.

7 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 22 au 28 janvier 2018 - Principaux éléments publics :

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 22 janvier

7h40 - Conseil affaires étrangères, Bruxelles

16h30 - Sommet «Choose France! International Business Summit», Versailles

Mardi 23 janvier

9h - Entretien avec le président de la République

12h - Voeux à la presse diplomatique, Quai d'Orsay

14h - Conférence de lancement du partenariat international contre l'impunité d'utilisation des armes chimiques, Convention

Mercredi 24 janvier

9h - Conseil restreint de défense

10h - Conseil des ministres

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Audition devant la commission des affaires étrangères sur les chrétiens d'Orient, Sénat

18h30 - Entretien avec M. Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre ivoirien, Quai d'Orsay

Jeudi 25 janvier

Forum annuel du «World Economic Forum» (WEF), Davos

Vendredi 26 janvier - lundi 29 janvier

Déplacement au Japon

---

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 22 janvier

11h15 - Rencontre avec le groupe de travail de l'office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) sur le traité de l'Elysée 2.0, Quai d'Orsay

13h - Sommet «Choose France! International Business Summit», Versailles

17h - Débat sur le traité de l'Elysée, Assemblée nationale

Mardi 23 janvier

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Entretien avec M. François Decoster, maire de Saint-Omer, président de la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer, Quai d'Orsay

Mercredi 24 janvier

10h - Conseil des ministres, Elysée

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Entretien avec M. Jorge Torres-Pereira, ambassadeur du Portugal, Quai d'Orsay

Jeudi 25 janvier

11h30 - Entretien avec Mme Laurence Tubiana, directrice générale de «l'European Climate Foundation», Quai d'Orsay

18h30 - Lancement de la «Nuit des idées», Quai d'Orsay

Vendredi 26 janvier

16h - Entretien avec Mme Jamie Mc Court, ambassadrice des Etats-Unis, Quai d'Orsay

---

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 22 janvier

Déplacement au Libéria (investiture du président Georges Weah)

Du mardi 23 au jeudi 25 janvier

Déplacement au Vietnam (dialogue économique de haut niveau)

Vendredi 26 janvier

9h - Ouverture du colloque «Requalifications à usage récréatif des territoires en marge ou en crise», Sénat

10h30 - Lancement de la consultation «Mon idée sur le français», Quai d'Orsay./.